Candidature Paul Montserrat

Association civile Loi 1901 sans étiquette politique : docteur France 2027
Site de campagne : docteur-France2027.fr
Déclaration officielle en public avec le soutien d'un élu le 13 / 12 / 2025
Candidature sénatoriale tête de liste en Gironde le 27/09/2026
Pétition n°2436 publiée sur le site du Sénat le 15/10/2026
Du CHAOS vers un CAP pour 2027-PRIMAIRE des Idées 11/2026

-Trois urgences :
Accès aux soins avec la fin des déserts médicaux : Réforme des études de médecine
Délabrement des écoles, lycées et universités : 1 milliard d'€/an dès 2027 avec la réforme de la Carte Vitale intelligente (CVI) adossée à la réforme des études de médecine
Pouvoir d'achat des plus fragiles : 150 € net de plus sous les 2200 € par mois.

-Trois thèmes prioritaires du prochain quinquennat : Santé / Éducation / Sécurité
Santé (IPSOS 04/2026 priorité n°1 = Accès aux Soins)
Education (incluant citoyenneté)
Sécurité (incluant Pouvoir d'Achat, Emploi et Retraite)

-Les orientations de campagne sont évolutives sur le principe d'une démocratie participative vers la voie référendaire en début de mandat en 2027 et une validation par décrets. Cela commence par une primaire des idées dont le succès dépend des médias.

Présentation du programme sur le modèle du comparatif IFRAP onglet Présidentiel 2027

1-FINANCES PUBLIQUES

Économies : objectif 140 Mds tous les ans à compter de 2027, le fléchage actuel des économies est supérieur au fléchage des hausses de dépenses :
-La voie référendaire remplace le rôle consultatif du Conseil Économique Social et Environnemental, 3 ième assemblée mal connue de même que ses ramifications régionales à trop faible rendement (absentéisme, conflits d'intérêts, opacité) : 90 millions € (Source IFRAP 07/2025).
-Réduction de 10% des budgets 2025 du Sénat (353 millions €) et de l'Assemblée Nationale (607 millions €) : 95 millions €. Source IFRAP.
-Réduction de 5 % du train de vie de l'Etat : 30 Mds €.
-Réduction de 20 % sur le millefeuille administratif alors qu'en 40 ans celui-ci a grossi de 20 % avec des indicateurs qui se sont tous dégradés. Objectif : fusion des fonctions de Conseillers régionaux et départementaux avant les prochaines élections prévues en mars 2028 : 100 millions € (Sources, pétition n° 3814 classée d'office par la commission des Lois le 03/04/2026, FIPECO, budgets publiés)
-Non-remplacement de 100 000 fonctionnaires par an pendant 5 ans hors secteurs santé, éducation et sécurité avec redéploiement vers des besoins sensibles (AESH, Accompagnement parental, îlotiers).
-Simplifications et automatisations administratives par l'IA : 4 Mds € (source IFRAP 07/2026, Presseagences.fr 31/10/2026)

-Carte Vitale Intelligente bloquant le gaspillage et traquant la fraude à l'assurance maladie : 10 Mds € (docteur-france2027.fr ‘’Rapport Santé et Carte Vitale’’)
-Fusions et suppressions d'agences nationales : 5 à 20 Mds € (liste à valider)
-Partis politiques financés par leurs seuls adhérents personnes physiques dans la limite de 7500 € par an par personne : 64 millions € (source décret du 04/09/2025)
-Syndicats financés par leurs seuls adhérents personnes physiques : 150 millions € (source rapport AGFPN 2025).
-Adaptation de la contribution énergétique de la France à l'UE 15 Mds € (sur exemple Espagne et Portugal)
-Prestations non contributives sur plus de 60 aides pour plus de 138 Mds € à réserver aux seuls ayants droit de cotisants. (Objectif non comptabilisé)

Hausses de dépenses (58,3 Mds € hors effet successions) :
-Suppression de la CVAE = 4,5 Mds d'€ (source Fipeco octobre 2025)
-Suppression de la CFE : 8,8 Mds d'€ (source : assemblée Nationale 17/10/2025)
-Impôts sur les sociétés ramené de 25 à 20% soit 14 Mds d'€ par an (sources : compta Online du 2/10/2026 et Fipeco du 30/09/2026) (cf.4)
-Hausse de salaire de 150 € net mensuel des salaires EQTP inférieur à 2200 € net, sous la forme de bons à usage local et limité à 3 mois, financement par le transfert en salaire de charges sociales patronales (hors cotisations retraites). Aucun coût pour les entreprises. Sur 28 millions de salariés, 14 millions sont concernés (sources INSEE et Observatoire des inégalités) soit 2,1 Mds d'€ par mois soit 25,2 Mds par an. Lissage dégressif pour 7 millions de salariés entre 2200 et 3000 € net, afin de limiter les effets de seuils pour 5,8 Mds d'€ par an. Coût salarial total de 31 Mds d'€ par an pris sur les charges sociales. (Cf.4)
-Transmissions familiales facilités du vivant, montants doublés et délais réduits de 15 à 10 ans.
-Successions : sous 3000 € exonération sous conditions de ressources. Pacte Dutreil à performer sous condition d'un seuil à préciser.
-Exemption de la résidence principale de l'IFI.
-Diminution de 50 Mds € les impôts de production.
-Toutes suppressions de taxes et d'impôts conditionnés à l'emploi, au réinvestissement, à l'implantation et à la domiciliation sur le territoire

Dette et déficit :
-Privilégier des créanciers français et à défaut européens avec prioritairement un emprunt citoyen par tranches de 50 Mds indexé sur le PIB. Objectif : internaliser, responsabiliser et sécuriser le risque de la dette (Taxe Manzuc, Zucman inversée, emprunt reproductible sur 8 ans rémunéré indexé sur le PIB et gains défiscalisés mieux qu'une spoliation ‘’one shot’’ avec risques).
-Objectif : Déficit public sous la barre des 3 % avant la fin du prochain mandat en 2032 et un équilibre des comptes pour 2037.

Fiscalité. Secteur bancaire et finance :
-Inciter les épargnants à investir dans le projet Docteur France avec une trajectoire claire de lutte contre les gaspillages et de redressement productif.
-Des investissements garantis par l'État avec une indexation sur le PIB pour redonner à notre jeunesse des repères et un éclairage sur l'avenir.

2-INTÉRIEUR et JUSTICE ;

Immigration :
Depuis l'accord de Schengen l'immigration est prioritairement à régler au niveau UE.
A défaut, c'est une remise en question de cet Accord.
L'accord de Schengen en 1985 a remplacé les frontières des états dites intérieures par une frontière extérieure. Il faut sécuriser les flux de personnes étrangères à l'UE qui doit se fonder sur un standard européen strict (admissions en amont, frontières extérieures contrôlées, prestations sociales uniformisées, expulsions réglées, actions concertées contre les maffias…)

-Fondement de l'immigration de l'UE sur les quotas annuels émis par les états concernant les travailleurs et les étudiants par disciplines et par filières ; tenant compte des exigences linguistiques.
-Interconnexion des fichiers par l'IA pour suivre le séjour des étrangers à l'UE.
-Limitation stricte du regroupement familial à des critères d'intégration.
-Renforcer les critères de la politique d'asile à traiter en amont au niveau consulaire.
-Soumettre le droit du sol et l'attribution des prestations sociales non contributives à un référendum.
-Conditionner les relations bilatérales avec les États avec leurs récupérations des OQTF. Pour l'Algérie ajouter la remise de Christophe Gleizes à la justice en France. (Sauf avis contraire de la famille)
-AME avec réciprocité et limitée à l'urgence et à la consultation d'orientation.
-Prestations sociales réservées aux citoyens ayant cotisé et à leurs ayants droit, hors statut de solidarité. (*)

Justice et politique pénitencière
-Révision simplifications des Codes avec utilisation IA
-Accélération des procédures par utilisation de l'IA
-Interconnexjon des fichiers par utilisation de l'IA (pédocriminalité, délits sexuels, pornographiques et proxénétisme, traffic de stupéfiants, maltraitance et commerce animal…)
-Majorité à 16 ans et délit renforcé d'instrumentalisation des mineurs.
-Encadrement de la souveraineté du juge y compris JAP.
-Améliorer l'impartialité avec traitement par l'IA
-Application des décisions de justice (casseur-payeur, occupation illégale …)
-Développement de la cyber protection avec une IA dédiée (sites internet mal veillant, appel téléphonique automatisé …)
-Procédure systématique de Conciliation préalable avant toute assignation assistée par l'IA
-Tarification à l'euro près de toutes les procédures judiciaires
-Application d'un quota de surveillants en rapport avec le nombre de détenus, recrutement d'effectifs complémentaires.
-Généralisation des fouilles des cellules et lors des visites.
-Equilibre à fixer entre extension nécessaire des surfaces carcérales (extension 15 000 places), développement des TIG,et bracelets sauf personnes dangereuses ou récidives. Travailler à la réinsertion (études, formations…)
-Renforcer les pouvoirs de la Police Municipale et des maires.
-Renforcer les peines en cas d'atteintes aux autorités publiques en intégrant les soignants et les enseignants.
-Déchéance de nationalité aux binationaux criminels et récidivistes.
-Tarification des séjours en prisons.
-La Charte de l'environnement indique un chemin qui conduit vers la préservation des conditions d'une vie saine, l'établissement de la responsabilité lorsqu'existe un dommage, la

nécessité de réparer lorsque cela est écologiquement possible mais doit aussi induire les moyens d'une réparation individuelle des victimes. Le casseur doit être le payeur.

Lutte contre le narcotrafic
-Politique narco-stop avec notamment délit d'instrumentalisation des mineurs, délit de consommation et application de peines planchers
-Fusionner PNACO (Parquet National Anticriminalité) et OFAST (Office Antistupéfiants)
-Interconnexion des fichiers performée par l'IA pour traquer les migrations des personnes et des flux financiers pour les intercepter.
-Envisager de s'inspirer de l'expérience du Salvador
-Réviser les délais de prescriptions

Sécurité intérieure
-Îlotiers de quartiers en duo équipés de drones et reliés à une centrale contrôlée par IA.
-Vidéo systématique sur toutes interventions des forces de l'Ordre sur des personnes avec intégration des moyens IA de reconnaissance faciale
-Encadrement des manifestations : balisage, services d'ordre, drones, exfiltrations…(Tribune développée onglet actualité site docteur-france2027.fr)
-Centres Polyvalents de proximité ouvert 24H/24 (SAS) Santé, Alimentation, Sécurité. Permanence santé et alimentaire, refuge.
-Plan anti-Feux (Onglet développé site docteur-france2027.fr)
-Sécurité intérieure énergétique visant l'autonomie avec le nucléaire, les batteries au sodium et auto-rechargeables et l'hydrogène.

Outre-mer
La France est un grand pays notamment par son rayonnement historique et planétaire, elle possède le deuxième espace maritime au monde (derrière les Etats-Unis d'Amérique) avec une surface de plus de 10 millions de Km2 dont plus de 96 % en situation ultramarin.
C'est une richesse mais c'est aussi une exigence.
Un exemple de responsabilité doit être montré : plan outre-mer vitrine planétaire France.

La crise du pouvoir d'achat et l'accès à l'eau sont encore davantage prioritaires dans les territoires insulaires. (Articles L.210-1 du Code de l'environnement et L.1321 du Code de la Santé Publique))

Mayotte est la démonstration des risques d'une immigration non contrôlée : plan sur 5 ans :
- Suspendre toutes les aides au développement (AFD) à l'égard des Comores, pour éviter le contre-emploi et le détournement.
- Renforcer la protection aux frontières de ce département (Radar, drones, moyens de surveillance et d'intervention pour la police maritime), afin de réduire l'incitation à l'immigration clandestine vers Mayotte.
- Sécuriser le territoire par des renforts de gendarmerie en proximité.
- Renvoi des étrangers en situation illégale (Comoriens et africains des grands lacs).
- Politique de développement de l'île (santé, éducation, agriculture, eau...) notamment avec l'appui des aides européennes, à l'instar de ce qui a été fait à l'Ile de la Réunion.

Les Antilles françaises (Guadeloupe, Martinique, Saint-Barthélémy, Saint-Martin, magnifique jardin exotique mais avec 4 chantiers impératifs :
1-Le scandale du chlordécone : enjeu de Santé et d'Économie.
Le chlordécone couronne ce territoire champion du monde du cancer de la prostate.
Dérogations des ministères de l'agriculture des années 90 : non-lieu de 2023.

Loi 2026-491 adoptée 12 juin 2026 : quelle application après 30 ans de retard ?
Paradoxe de la responsabilité, sanitaire sans indemnisation du préjudice !
Mission s'inspirer du FIVA (Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante)
Le préjudice est aussi écologique et économique.
Mission : définir les moyens de dépollution des sols et des eaux et établir un calendrier opérationnel.
2-L'accès à l'eau.
Mission : revoir la qualité de l'eau et de sa circulation et envisager le dessalage de l'eau de mer pour certains secteurs insulaires.
3-L'insécurité et le narcotrafic : exemple de priorité du plan narco-stop.
4-Le défi climatique et le nécessaire développement du pouvoir d'achat impose une ambitieuse politique du littoral :
Soutenir un renouveau de l'aquaculture
Développement raisonné du nautisme
Redimensionner les ports des 4 Antilles et développer les échanges avec les voisines et l'hexagone.
Retracer l'usage des budgets déjà consommer et rapprocher IFREMER, BRGM, IEDOM, ADEME etc…. Économie + performance = succès.
Sortir du 90 % énergies fossiles importées (exploiter les sargasses, les alizés constants, la thermique des eaux chaudes, la houle, trancher le devenir de l'exploitation des granulats sous-marins…)
Promouvoir un usage industriel des sargasses (cosmétique, compost, bioplastique, biogaz..)

Guyane : département de tous les records son atout inestimable la forêt amazonienne. Département le plus étendu, partage avec Mayotte deux records, celui de la pauvreté avec un rapport PIB/habitant à 50% sous la moyenne nationale et record d'augmentation de la population. Deux fois plus d'homicides que dans les Antilles.
-Plan urgent : pour un accès à l'eau et à la salubrité du logement. Pour une lutte contre l'insécurité centrée sur l'orpaillage et le narcotrafic (plaque tournante de la cocaïne entre la Colombie et la France). Ces enjeux sont les préalables avant un développement possible du tourisme.

Polynésie : de très haute valeur géopolitique, maritime et stratégique avec plus de 5 millions de Km2, elle est aussi un pôle touristique d'excellence.
-Mérite une politique de soutien scolaire et de protection contre le fléau du narcotrafic spécifique de la Méthamphétamine venant d'USA et du Mexique

Nouvelle Calédonie : deux enjeux, l'un géopolitique majeur sur la zone indopacifique convoitée entre la Chine et les USA et l'autre enjeu commercial centré sur le gisement mondialement majeur du Nickel précieux pour l'industrie des batteries.
-Une politique d'apaisement constitutionnel est indispensable après les émeutes majeures de 2024 avec un plan consensuel à trouver sur le débat du corps électoral avec les indépendantistes du FLNKS qui après les trois rejets référendaires sur l'indépendance ont boudé les derniers échanges Elyzée-Oudinot de janvier 2026.
-Sur le plan social il faut endiguer la dérive de la jeunesse kanak vers l'alcool et le cannabis
-Sur le plan Santé publique il faut également stabiliser la ressource insulaire en eau qui est menacée.
-Ensuite une relance touristique pourrait être envisagée

Réunion : Ce département insulaire semble le mieux loti mais il faut considérer que si l'attachement à l'hexagone n'est pas en cause, la position excentrée, lointaine souffre d'une dépendance trop centralisée.
-il faut développer la pêche sans subir les règles de l'UE et ouvrir vers les économies d'Asie et d'Afrique ce qui justifie un plan de développement portuaire pour être concurrentiel.
-il faut évoluer sur le plan énergétique pour être de moins en moins dépendant des énergies fossiles importées avec un mixte photovoltaïque et hydrothermique avec aussi un développement des biocarburants provenant des algues sinon c'est l'Inde qui prendra l'ascendant.
-il faut également considérer l'accroissement démographique inverse à celui de l'hexagone et au défi à surmonter concernant le logement et le chômage.

3-SOCIAL et SOLIDARITÉ

Allocations et prestations sociales
-Prestations sociales réservées aux citoyens ayant cotisé et à leurs ayants droit, hors statut de solidarité. (*)
-Exonération sociale le cumul emploi/retraite des médecins (hors cotisation retraite)
-Regrouper les allocations en une seule plafonnée à 75 % du SMIC (hors retraite et handicap)
-''Hubert'' municipal : se réapproprier les services à la personne de type Uber en les relocalisant au niveau municipal à prix coutant et avec couverture sociale.
-Orientation vers un système unique d'assurance maladie.

Santé
-Réforme des études de médecine ''Dr France'' qui s'exprime avec la pétition Sénat 2436, seule solution présentée contre la désertification médicale en 5 ans et auto-financée en incluant la réforme Carte Vitale Intelligente contre le gaspillage et la fraude avec 10 Mds d'économie par an dont dés 2027, 1 milliard pourrait être tracé vers l'hôpital et 1 milliard vers les écoles, les lycées et les universités c'est ce qui a été proposé à nos autorités avant les émeutes du 17 octobre 2026 et mériterait un éclairage médiatique urgent. (Détails sur le site docteur-france2027.fr)
-Établissements de santé de proximité à maintenir à moins de 30 mn ouvert 24H/24 ce qui exige une présence médicale sur les centres d'urgence qui sont actuellement menacés et ferment tragiquement tous les jours. Là encore la réforme docteur France apporterait dès 2030, la solution avec les forces vives d'une cohorte d'étudiants de pratique médicale avancée spécifiquement formés pour l'accueil des urgences.
-Cohésion intergénérationnelle intimement liée à la réforme médicale Dr France puisque les médecins séniors retraités et pré-retraités participeront activement à l'encadrement des étudiants.
-Centres polyvalents permanents municipaux assurant Santé/Alimentation/Sécurité.
Evolution à partir des Maisons médicales, des médiathèques et des centres associatifs. Ces maisons médicales actuellement désertées seraient repeuplées de façon pérenne dès 2032 grâce à la réforme Dr France.
-Développement des terrains et centres multi sports municipaux de proximité
-Suppression des ARS : économie d'1 milliard d'€ annuel.
-Autonomie nationale sur le médicament
-Taxation dissuasive aliments ultra-transformés et toxiques (Recours référendaire)
-Accroissement du contrôle sur le tabac et les stupéfiants (Recours référendaire)

-Développement des purificateurs d'air précieux en période épidémique mais aussi en situation de toxicité des fumées des incendies qui pénètrent les habitations.

Culture

-Sécurisation anti-oligarchique des médias
-Préservation d'un média public rigoureux garantissant la circulation des informations et des idées. Ministère à créer cf section Réforme de l'Etat.
-Développement d'ateliers municipaux associatifs, techniques, garages solidaires avec transferts des expériences et prêts de matériels.
-Organiser la préservation des Savoir-Faire, du folklore, des évènements récréatifs locaux et du patrimoine dans l'esprit d'un développement de l'attractivité locale et rurale. C'est aussi prévu dans la dynamique de la réforme Dr France.
-Soutien aux commerces et habitat des centres villes et leur maintien en zone rurale qui sera favorisé par la remédicalisation essentielle pour enrayer l'exode rural et favoriser une reprise de la natalité essentielle pour maintenir notre modèle de retraite au-delà de 2050.

Logement

-Lier le droit d'accès au logement avec le passeport citoyen (vote obligatoire), le travail et les familles.
-Contrôle municipal quinquennal de la qualité de l'habitat en lien avec les taxes foncières, les primes de rénovations et d'isolation avec un objectif raisonné de DPE révisé et de planification écologique.
-Contrôle de l'application des normes de construction en isolation, chauffage, climatisation et protection de l'ensoleillement des saisons chaudes.
-Prioriser l'accueil des étudiants et le concept des habitats multi-âges.
-Tenir compte du passeport citoyen et des ressources familiales pour les APL.
-Inclure une véritable garantie des loyers impayés dans la garantie Visale pour favoriser les mises en locations.
-Favoriser l'accès à la propriété avec des prêts à taux zéro et le développement du Bail Réel Solidaire pour les bas revenus et les extensions familiales.
-Favoriser l'accès à la propriété sur le premier logement pour les revenus moyens.
-Élargir le pouvoir des maires pour le contrôle des locations de tourisme et Airbnb.
-Faciliter les activités de gite pour les propriétaires occupants.
-Développer le concept d'habitat partagé.
-Non-cumul des logements sociaux pour les propriétaires fonciers.
-Assouplir la norme Zéro artificialisation des sols et la loi SRU sur les quotas.

Transport

-Développement des transports en commun public notamment municipaux avec abonnements à tarif concurrentiel en lien avec les passeports citoyens.
-Restaurer une ligne ferroviaire Lyon-Bordeaux en TGV et fret-ferroviaire.
-Revoir les contrats autoroutes et évoluer vers une sanctuarisation des voies de communication, ports, aéroports.
-Surtaxer les moyens de transports très polluants (SUV) en attente des solutions sans énergie fossile.
-Mutualisation municipale volontaire à prix coutant des véhicules à moteur (entretien, assurance, acheminement et recyclage pris en charge vers des énergies non fossiles)
-Favoriser le chèque énergie ciblé plus que la baisse de TVA sur les carburants en attente de solutions sans énergies fossiles.

4-TRAVAIL et RETRAITE (coût 58,3 Mds d'€ hors successions)

Emploi-compétitivité des entreprises

-Objectif apprentissage dès 15 ans et plein emploi dés 18 ans (y compris temps partiel).
-Développer les stages en entreprise durant la scolarité.
-Première année pleine d'activité sans imposition avant l'âge de 30 ans et jusque 3 SMIC en net.
-Performer France Travail grâce à l'IA
-Délit d'inégalité de rémunération entre les hommes et les femmes
-Réduire et simplifier le Code du travail.
-Favoriser l'accompagnement et l'emploi des travailleurs handicapés
-Heures supplémentaires sur volontariat, défiscalisées et majorées 20% sur le net pour les 5 premières heures sur le mois puis 30 % au-delà.
-Horaires fractionnés au sein de la journée avec sur cotation de 10% sur le net.
-Horaires avant 8H00 ou après 18H30 surcotation de 50% sur le net dans la limite de 2 heures par jours sur volontariat.
-Hausse de salaire de 150 € net mensuel des salaires EQTP inférieur à 2200 € net, financée par le transfert en salaire de charges sociales patronales (hors cotisations retraites). Aucun coût pour les entreprises. Sur 28 millions de salariés, 14 millions sont concernés (sources INSEE et Observatoire des inégalités) soit 2,1 Mds d'€ par mois soit 25,2 Mds par an. Lissage dégressif pour 7 millions de salariés entre 2200 et 3000 € net, afin de limiter les effets de seuils pour 5,8 Mds d'€ par an. Coût salarial total de 31 Mds d'€ par an pris sur les charges sociales patronales.
-Impôts sur les sociétés ramenés de 25 à 20% soit 14 Mds d'€ par an (sources : compta Online du 2/10/2026 et Fipeco du 30/09/2026)

Retraite-Démographie-Natalité

-Plan nataliste test sur 5 ans avec accompagnement parental et statut ''Pupille 2027'' pour les naissances pendant 5 ans. Part fiscale dès le premier enfant. Temps partiel parental compensé réparti sur le foyer familial sur les deux premières années. Garantie de crêche, garderie, garantie éducation/emploi/retraite.
(Pari quinquennal de la préservation démographique et du modèle de retraite)
-Renforcement du CECOS (Centre Étude et Conservation des Œufs et Sperme humain)
-Suppression de l'âge pivot remplacé par une fourchette de 55 à 75 ans. Durée selon la pondération calculée sur l'indice de pénibilité défini par les partenaires sociaux et le nombre d'enfants pour les femmes.
-Garantie du minimum vieillesse supérieur à 1000 € net notamment pour les femmes d'agriculteurs ou de commerçants actives sur l'entreprise.
-Statut de pré-retraité entre 50 et 65 ans avec bonifications pour la transmission de l'expérience entre les générations et la préservation des savoir-faire.
-Cumul emploi/retraite bonifiant et pour les professions en tension comme les soignants (avec exonération des cotisations sociales hors cotisation retraite)
-Sanctuarisation partielle des cotisations retraites pour matérialiser un principe de capitalisation productive et sécurisante sur un fond garanti avec un objectif de 30 %.
-Désindexation progressive des retraites de l'inflation au-delà de 3500 € mensuels.

Industrie et relocalisation

La France a fait l'erreur depuis 50 ans de la désindustrialisation, le chemin à l'envers est compliqué mais indispensable. L'UE aurait pu corriger cette dérive mais elle a manqué à

cette mission. Chaque État membre devrait corriger à son niveau pour inspirer l'UE vers un nouvel élan. Le chemin était pourtant tracé par le décret Montebourg en 2014.Arnaud Montebourg serait un bon dirigeant pour l'Europe à la suite d'Ursula Von der Leyen. Protégeons la France dans les domaines essentiels pour tenter de sauver l'UE vers ce qu'elle devrait être : un garant de Paix et de préservation des identités. Une France redressée pour une UE rectifiée.

-Protéger la France des investissements étrangers dans les secteurs stratégiques particulièrement des investissements extra UE : Énergie, Eau, Alimentaire, Électronique (IA et cybersécurité), Santé publique : une seconde vie au Décret Montebourg.
-Veiller à une inscription rigoureuse de l'origine France sur les produits
-Assurer une préférence française pour les commandes publiques
-Bloquer ou taxer de façon dissuasive les produits ne respectant pas nos normes par une politique miroir ou assouplissons transitoirement nos critères.
-En cas de dépôt de bilan d'entreprises favoriser les sociétés participatives coopératives
-Favoriser la filière des lycées professionnels en la reliant à la politique commerciale et industrielle générale
-Investir massivement sur les batteries d'avenir (sodium et auto-rechargeables)
-Relocaliser l'industrie des médicaments
-Diminuer le tarif EDF pour nos industries = sortir de l'indexation EDF sur le prix du gaz !
-Réindustrialisons sur les territoires des friches abandonnées
-Forte incitation aux relocalisations et annulation des aides en cas de délocalisations

Entreprises
-Assurer l'accessibilité des territoires en voies de communication et accès fibre haut débit
-Favoriser la transmission familiale des entreprises
-Favoriser, faciliter la création d'entreprises
-Préserver nos agriculteurs cf. section Agriculture
-Protéger les savoir-faire

5- ENVIRONNEMENT

L'environnement planétaire ne pourra être préservé que si la sécurité est assurée. Cela exige la Paix et la maitrise du terrorisme avec une politique durable de l'Energie. La France peut donner l'exemple. La France leader nucléaire, peut inspirer la Paix en Europe et montrer le chemin du défi énergétique vers une transition sans les énergies fossiles qui aujourd'hui condamnent la planète et financent les guerres et le terrorisme. Cette transition de 50 années passe aujourd'hui par le nucléaire mais doit trouver son chemin vers d'autres énergies naturelles et explorer en 5 années avec détermination notamment la voie de l'Hydrogène naturel. La maitrise de l'Energie c'est la voie de la Paix.

Energie
Il faut reconnaitre les difficultés de stockage de l'électricité et accepter les limites des énergies dites renouvelables :
Photovoltaïque : la nuit, le temps couvert, la surface, coût industriel énergivore
Eolien : bruyant, lumineux, les terres rares (surtout pour les aimants en off-shore), les anticyclones, les vents >90 km/h, l'impact sur la faune, la biodiversité, le paysage
Hydrolien : installation et entretien maritime couteux, peu de sites candidats, la sécheresse, la perturbation de la faune
La Biomasse : concurrence alimentaire, dégradation de l'air, déforestation

Avec un mixte sur le renouvelable, le nucléaire reste actuellement incontournable en France même si le coût réel est fortement sous-évalué et la réelle gestion des déchets non résolue.
-5 EPR sur le prochain quinquennat seraient déjà une réussite quand on se rappelle le délai initialement annoncé qui a été multiplié par trois et le coût par huit sur Flamanville.
-Explorer la filière du Thorium comme précurseur de l'Uranium qui est beaucoup plus rare sur la planète que le Thorium qui produirait moins de déchets, les réacteurs à neutrons rapides ou à sels fondus (plus de sécurité)
-Valoriser nos déchets y compris en matière nucléaire (MOX)
-Sortir de l'indexation européenne du tarif de l'électricité sur celle du gaz et transmettre nos excès vers les partenaires de l'UE.
-Défi du recyclage des véhicules thermiques (vers l'électrique puis vers une source non fossile)
-Conserver la maitrise nationale de nos barrages
-Redonner vie à la géothermie là où elle est meilleure que l'aérothermie et la biomasse
-Explorer intelligemment la filière hydrogène avec un plan ambitieux en 5 ans.

Écologie
-EAU : garantir l'accès à l'eau sur tout le territoire y compris insulaire. (Articles L.210-1 du Code de l'environnement et L.1321 du Code de la Santé Publique)
Réviser et corriger le réseau (perte et vétusté). Mise en place de station de dessalement dans les zones insulaires menacées. Réutilisation des eaux usées. Créer les réserves d'eau nécessaires pour une agriculture raisonnée. Prendre la mesure du fléau PFAS et du Cadmium comme pour l'ensemble des pesticides à l'instar du Chlordécone.
Impulser la sortie du plastique générant le vortex du continent plastique : solution des bioplastiques dégradables et des fibres végétales.
-FORÊT : régénérer les déficits de forêts avec un choix climatique sur les espèces et une fin des coupes rases.
-Instaurer une journée nationale anti-feux
-Urbaniser en respectant au maximum la végétation, pour favoriser l'ombre et l'infiltration des eaux de pluie dans le sol.
-Artificialisation des sols, équilibre à trouver entre l'accès au logement et la protection de l'environnement (à confirmer par référendum).
-Isolation des bâtiments et guider vers les bons choix (cf section Logement)
-Eduquer l'alimentation en commençant dès le niveau des cantines scolaires
-Sanctuarisation de l'Eau, du littoral, des forêts, des terres agricoles, des voies de communication et de l'Énergie.

Agriculture
-Autonomie alimentaire à viser ce qui nécessite un respect de nos agriculteurs et pécheurs.
-Pour la Pêche il fallait résister au moment du Brexit, pour l'agriculture il fallait résister contre le Mercosur.
-Stratégie contre la Dermatose Nodulaire Contagieuse Bovine (Paris Salon 02/2026)
Validation avec Gaël Gounot vétérinaire et avec la Confédération Paysanne.
Dès le premier cas (Psychologue+Comptable+Vaccinateur plutôt que CRS / Quarantaine du cheptel 2 mois/ Désinsectisation-vaccination en urgence du cheptel/Prévention des effluents en combinaison/Vaccinations et contrôle des circulations sur rayon de 80 Km en centripète/ Désinsectisation des moyens de transports animaliers/Filière spécifique du bétail guéri/Objectif élimination limitée aux têtes malades cliniquement soit 1%).
-Réforme Alimentaire/Agriculture-Élevage présenté Confédération Paysanne 02/2026.

*Retraite minimale 1000 € net mensuels pour une activité complète (calcul des trimestres intégrant la pénibilité, les grossesses et les 20 meilleurs années)
*Transmission familiale favorisée des exploitations
*Sanctuarisation des terres agricoles (proposition aux agriculteurs en difficulté)
*Garantie Nationale des prix aux exploitants. Coopérative Nationale.
*Contrôle qualité des produits distribués à la vente plus label de niveau
*Surtaxe sur les prix des produits au détail et non conformes à la sécurité France
*Plan ‘’pompier ‘’ sur la ressource en eau
*Plan épizooties (prévention, vaccination, quarantaine, filière animaux guéris)
*Plan crise (avec gel ou annulation des cotisations)
*Plan réchauffement climatique
*Simplification des règles administratives
*Contrôle de la filière abattage
*Révision et uniformisation intra-UE des normes et protection UE face à l’OMS animale.

6-EUROPE & INTERNATIONAL

Affaires étrangères & diplomatie
-Plan de paix Ukraine : neutralité, indépendance, Sécurisation, hors OTAN, Référendum Européen incluant les citoyens de l’UE, les Russes et les Ukrainiens. L’UE ne se justifie que si elle garantit la paix, l’UE a failli parce que la France puissance nucléaire a failli.
-Plan de paix Israélo-Palestinien. Référendum local à inspirer pour revenir à un espoir qui existait après la première guerre mondiale (cf. Dr France Président 2027 chapitre 15)
-Plan de paix en Iran, aucun crédit à une caste dirigeante qui lapide les femmes et tire contre son peuple lorsqu’il manifeste et qui représente une menace nucléaire potentielle. Seule la manière forte pourra faire évoluer la situation vers une démocratie.
-Pas de retrait de l’OTAN tant qu’une puissante armée européenne n’existe pas. Armée avec prévalence française vu son rôle de puissance nucléaire militaire.
-En période de guerre classique il faut se garder d’ajouter une guerre commerciale avec la Chine.
-Pendant une année ou deux la position des USA va rester imprévisible et l’ONU toujours aussi inefficace.

Union Européenne
-La France reste indispensable à l’UE du seul fait de sa maitrise nucléaire et doit redevenir un moteur de l’UE à part entière mais la France est dans un état de chaos dont il faut sortir sur le plan intérieur. Toute idée de sortie actuelle de l’UE serait suicidaire dans un état moribond avec une guerre aux portes de l’UE.
La conception d’une Europe continentale était nécessaire et probablement possible entre 1992 et 1998 avant l’ère Poutine qui a commencé il y a 25 ans. L’englobement rapide seulement de satellites de l’ex URSS a été une erreur. Il faut trouver une solution intermédiaire jusque-là fin de l’ère Poutine. La solution de guerre est la pire qui soit. La Paix est possible par une révolution tout court en Russie ou accompagnée d’une révolution de l’énergie se passant des énergies fossiles. La seule diplomatie comme solution tient du mirage mais doit être proposée au plus vite (cf. section affaires étrangères).
-La préférence UE doit passer par une préférence compatible avec celle de la France et le début passe par la défense (Fonds Européen avec un Buy European Act).
-Mise à jour du tarif EDF (désindexation au gaz) pour la France (exception nucléaire).

-Indépendance et sécurisation de l'UE par l'intelligence artificielle et de l'intelligence artificielle (satellites, téléphones, ordinateurs, réseaux, batteries, composants électroniques et médicaments…). La France seule ne le pourrait pas.

7-GOUVERNANCE ET RÉPUBLIQUE

Démocratie, élections & pouvoir législatif

-Aucun mandat électif sauf conseiller municipal avant 10 d'exercice professionnel

-Droit de vote à 16 ans **:** obligatoire avec comptabilisation des votes blancs (après un minimum d'un mois de service civique)
-Service civique obligatoire 6 mois *minimum* avant l'âge de 30 ans
-Réforme du Code électoral avec ouverture au vote numérique, Priorité aux campagnes par voie électronique…(Contestation devant le Conseil Constitutionnel du dernier scrutin sénatorial en Gironde de septembre 2026-téléchargeable sur le site docteur-france2027.fr)
-Obligation pour les maires d'accorder une voire deux signatures de soutien au moins 3 mois avant l'élection présidentielle après avis consultatifs des conseils municipaux. Enregistrement des candidatures en mairie, avec diffusion par l'AMF aux communes des candidatures et des éléments de campagne. La validation définitive reste au Conseil Constitutionnel avec retour au secret du soutien. Objectif une participation exemplaire des maires (encore 68 % d'abstention de signatures des maires en 2022)
-Projet de ticket présidentiel mixte (Référendum)
-Principe d'inventaire avant une nouvelle loi
-Le principe d'une journée référendaire annuelle (Attal) est intéressant mais il faut une très bonne préparation et intelligemment l'articuler avec les autres scrutins.

Égalité, laïcité & droits individuels

-Passeports citoyens : 5 ans, 10 ans, 15 ans objectif majorité à 16 ans après service civique minimal 1 mois avant le droit de vote obligatoire.
-Établissements religieux financés par les pratiquants sous contrôle de l'Etat pour éviter les ingérences étrangères. (Exception pour les monuments classés historiques)
-Prêches et écoles confessionnelles sous contrôles vidéo avec intégration par l'IA.
-Signes religieux distinctifs dans les lieux publics (soumission référendaire)

Numérique & IA

-Simplifications et automatisations administratives par l'IA : 4 Mds € (source IFRAP 07/2026, Presseagences.fr 31/10/2026) cf.section 1
-Diffusion accessible sur tout le territoire

Recherche & Science

-Explorer la piste Hydrogène pour la sortie des énergies fossiles
-Explorer la piste des batteries auto rechargeables
-Développer les batteries au sodium.
-CIR (Crédit Impôt Recherche) dont 10 sur 15 milliards à orienter vers l'IA, le quantique et la nano électronique et pour endiguer la fuite des cerveaux (15 000 par an dont 20% des Polytechniciens). Il faudra aussi recourir à un Fonds souverain dédié.

8- RÉFORME de L'ÉTAT

Administrations & opérateurs
-L'idée d'une ''Cité gouvernementale''(Lisnard) est intéressant pour l'efficacité.
-Suppression du CESE et CESER cf. section 1
-Gouvernement resserré avec ministère des idées, de l'IA, de la simplification administrative et des relations avec la Cour des Comptes.
-Diminution de 50% de la masse salariale de l'administration centrale
-Réduction des budgets de l'État cf. section dépenses publiques

Fonction publique
-Non-remplacement de 100 000 fonctionnaires par an pendant 5 ans hors secteurs santé, éducation et sécurité avec redéploiement vers des besoins sensibles (AESH, Accompagnement parental, îlotiers).
-Simplifications et automatisations administratives par l'IA : 4 Mds € (source IFRAP 07/2026, Presseagences.fr 31/10/2026)
-Fusion des postes de Conseillers Régionaux et départementaux cf. section 1
-Un média public anti oligarchique en lien avec un ministère des idées cf. Section culture (l'ARCOM a failli à sa mission)

9- ÉDUCATION & JEUNESSE

Services de la petite enfance
-Augmentation des professionnels en lien avec la reprise de la natalité et l'accompagnement parental.cf. Section Natalité
-Relaxation dès la grossesse et la naissance
-Lecture à 3 ans (précocité et fondée sur les phonèmes apparait recommandée par la recherche)
-Acquisition bilinguisme et calcul pour l'âge de 5 ans (sous forme ludique)
-Contrôle renforcé de la qualité des intervenants avec signalement et traitement de toutes les dérives

Éducation Nationale
-Rénover : 1 milliard annuel pour les écoles, lycées, universités cf section réforme Santé
-Maintenir prioritairement les écoles élémentaires en ruralité
-Bloc Histoire-Géographie-Instruction civique (incluant histoire des religions, de l'économie et des sciences)
-Intégration des méthodes Voltaire d'argumentation et Singapour en mathématiques
-Acquisition de l'orthographe sur la langue majeure pour l'âge de 10 ans
-Acquisition trilinguisme pour l'âge de 10 ans (en périscolaire et hors du temps scolaire avec inclusion des langues locales sur accord des parents)
-Restauration du certificat d'Études et du Brevet ainsi que du niveau du baccalauréat.
-Conseils de discipline effectif tout au long de la scolarité rigoureux contre toutes sortes de violences, de harcèlement, discrimination et de non-respect des enseignants.
-Retour au principe de redoublement après échec des soutiens
-Prévenir les dérives de l'IA et revenir aux fondamentaux, mémoire, élocution, qualité de l'écriture, orthographe, composition, récitation, chant, disciplines artistiques, sportives…
-Retour à la reconnaissance des mérites, des notations, des compétences, d'évaluation des comportements
-Prévoir des établissements en internats pour les élèves délinquants ou dangereux
-Intégrer l'enseignement de la Santé et diffuser celui de l'économie

-Zéro téléphone sur le temps scolaire
-Visites et stages en entreprises favorisés pendant la scolarité ainsi que les interventions de professionnels extérieurs
-Évolution sur le quinquennat vers les tarifs horaires de référence des enseignants de l'UE
-Cas particulier outre-mer cf. section spécifique
-Éviction des signes distinctifs religieux ou politiques sur les sites scolaires
-Développer les filières professionnelles en lien notamment avec les entreprises et les savoir-faire.

Enseignement supérieur
-Réforme urgente des Études de médecine (cf Santé)
-Favoriser toutes les passerelles entre les disciplines
-Favoriser toutes les filières à débouchés professionnels
-Développement des études IA, quantique, nano électronique …

10- DÉFENSE (cf.UE)
-Armée UE (Référendum) avec contrôle nucléaire prérogative de la France
-Évolution des satellites, des drones et de l'IA
-Service civique obligatoire
-Lutte contre toutes formes de discriminations